

Annexe Z au RC_lot6_DIDPPT 24023_phase offre

Engagement de non divulgation des informations et supports sensibles et/ou et des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

ATTESTATION DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE ET DE NON DIVULGATION DES INFORMATIONS ET SUPPORTS TRANSMIS AU TITRE DE LA CONSULTATION ou de L'EXECUTION DE L'OPERATION

**Projet n° DIDPPT 24023 : Polynésie Française – Ile de Tahiti – Groupement Aéronautique Militaire
Réalisation des infrastructures nécessaires à l'accueil des ALBATROS**

Lot 6 : Désamiantage/Déplombage

Liste des documents remis pour le lot 6 :

- Pj1- 671_PIC.pdf ;

NOM et PRENOM :

Grade ou fonction :

Service employeur :

Je reconnais être dûment informé des responsabilités et obligations qui m'incombent :

- au titre de la protection des intérêts fondamentaux de la nation et plus particulièrement au titre des dispositions des articles 410-3 et suivants du code pénal relatives à l'espionnage et à la trahison et aux atteintes au secret de la défense nationale ;
- au titre des mesures de sécurité déclinées par l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, notamment son paragraphe 1.4.3, ainsi que son annexe 1 ;

En conséquence, je m'engage sans réserve :

- à ne pas divulguer, par quelque moyen que ce soit, les informations et supports sensibles fournis à des personnes physiques ou morales n'ayant pas le besoin d'en connaître ;
- à obtenir des éventuels opérateurs économiques auxquels j'envisage de recourir, dans le cadre d'une sous-traitance ou d'une sous-contractante pour la présente étude, un engagement identique au présent engagement ;
- à ne pas rendre publics ces informations et supports ;
- **à faire preuve de rigueur dans la gestion des informations et supports sensibles que je serai amené à traiter, notamment dans les mêmes conditions et au même titre que des informations portant la mention *Diffusion Restreinte* telles que rappelées en annexe 1.**
- à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution de la présente opération, aux informations contenues dans les documents et supports désignés, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection définies dans l'annexe 1.

Date :

Signature de l'intéressé

1. Le candidat reconnaît que les informations et supports remis avec l'annexe Z (pj1) ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration de l'étude en objet.
2. Le candidat ne peut en aucun cas se considérer déchargé des obligations même après achèvement de la procédure pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit du maître d'ouvrage public.
3. Le candidat reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :
 - l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction ;
 - l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).
4. Le candidat s'engage à transmettre des documents et supports et leurs éventuelles copies réalisées, uniquement :
 - à l'intérieur de ses locaux sur clef ou sous enveloppe, par personne désignée ;
 - vers l'extérieur :
 - *sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Données sensibles » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - *et sinon par voie postale, par un moyen garantissant la bonne réception du document (envoi lettre recommandée avec accusé réception).
5. **La version informatique des dits documents fournis (pj1 référencés) considérés comme « données sensibles » ou « portant la mention « Diffusion Restreinte » ne peut être diffusée ou acheminée librement via internet.**

Cette interdiction est également valable pour les transmissions en voie électronique vers la personne publique MINARM et donc la DID Papeete, les FAPf :

- sauf en application du point 6 c'est-à-dire la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID cryptofiler ou type Z.
- sauf accord écrit donné par le maître d'ouvrage DID PPT ou son représentant faisant suite à une demande de l'opérateur économique pour des documents non protégés DR et précisément identifiés.

6. Pour le traitement, le stockage ou la transmission électronique des informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le candidat s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID cryptofiler ou type ZED) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).

7. Le candidat s'engage :
 - à ce que les documents et supports fournis (listés à l'article 1) et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 8, ne soient détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés. La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le candidat et communiquées par ce dernier au représentant de la maîtrise d'ouvrage sur simple demande ;
 - à ce que les documents et supports fournis (listés à l'article 1), leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 8, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à, soit leur destruction dans les conditions du paragraphe 10, soit la notification du marché dans les conditions du paragraphe 11.
8. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant à l'article 1 (ci-dessus), doit être limitée au strict nécessaire.

9. Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le candidat s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, dates et lieux de naissance. »

10. S'il est informé par l'acheteur public que sa candidature ou son offre n'a pas été retenue ou que la procédure est classée sans suite ou fait l'objet d'une infructuosité, le candidat s'engage à :

- transmettre à l'acheteur et à la conduite d'opération dont les correspondants sont mentionnés à l'article 1 du RC, par mail dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rejet de la candidature ou de l'offre, le document définitif visé à l'article 9, identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs, signé par un de ses représentants.
- détruire les documents et supports figurant à l'article 1 (ci-dessus) considérés comme « données sensibles » ou « portant la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 (y compris, le cas échéant, à exiger la destruction de celles réalisés par les opérateurs économiques auxquels il a envisagé de recourir soit dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, soit dans le cadre d'une sous-traitance ou d'une sous-contractance) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;

11. Si le candidat a été informé par l'acheteur public que son offre a été retenue, après attribution et notification, il s'engage en tant que titulaire du marché à continuer à mettre en œuvre les dispositions définies à **l'annexe 9 du CCAP du projet de marché DIDPPT 24023**.